

Convention de mise à disposition de locaux communaux

Entre les soussignés :

Monsieur POINTET André, Maire de la commune de Grand-Aigueblanche, dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du 25 mai 2020.

D'une part,

Et la COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DE TARENTEISE (CCCT),
Représentée par son Président en exercice, Monsieur Fabrice PANNEKOUCKE,
dûment habilité par délibération du comité syndical en date du 15 Septembre 2020

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit

Préambule

Dans le cadre de la politique cantonale jeunesse, la CCCT s'engage à réaliser un projet d'animation socio-culturel, avec les jeunes du Canton.

A cet effet, la commune met à disposition, des locaux situés dans le bâtiment La Tour, ainsi que le matériel nécessaire au fonctionnement du projet permettant l'accueil des intéressés.

Article 1

La commune met à disposition de la CCCT les locaux dont elle est propriétaire sis à Aigueblanche, place du château d'une superficie totale de 73 m², composés de deux pièces, un bureau, sanitaires, à l'usage d'un espace pour les jeunes, à compter du 1^{er} janvier 2024.

Article 2

Les locaux sont mis à disposition moyennant une redevance annuelle de 7 818,68 Euros

Le loyer sera révisé chaque année à sa date anniversaire du 1^{er} janvier en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE. L'indice de base est l'indice du 3^{ème} trimestre 2023 (2106).

Article 3

La CCCT s'engage à affecter les locaux à l'objet exclusif énoncé en préambule et plus particulièrement à la réalisation des activités ou actions suivantes : animation socio-culturelle en faveur de la jeunesse du canton.

Article 4

La CCCT s'engage :

- à préserver le patrimoine municipal en assurant la surveillance et l'entretien des locaux et en veillant à leur utilisation rationnelle, afin d'éviter toute dégradation ou toute usure anormale des équipements ;
- à prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en matière de locaux accueillant du public, afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements ;

- à garantir le bon fonctionnement de la structure, en veillant à ne pas troubler l'ordre public ;
- à entretenir des relations de bon voisinage avec les habitants du quartier ;
- à prendre un règlement intérieur, précisant entre-autres les conditions d'accès et de sécurité dont copie sera transmise à la collectivité.

Article 5

La CCCT s'engage à souscrire une police d'assurance contre le vol, l'incendie, les dégâts des eaux, et couvrant sa responsabilité civile. Une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente convention.

Article 6

La CCCT est autorisée à mettre les locaux ou une partie des locaux à la disposition de ses membres pour des manifestations ou des activités qui ne sont pas ouvertes à l'ensemble du public. Cette autorisation est subordonnée à la réalisation des conditions suivantes :

- elle ne peut être accordée qu'aux seuls membres de la CCCT sur présentation d'une demande écrite validée par une autorisation écrite du président, fixant en particulier la durée et les conditions exactes de l'occupation ;
- l'utilisation des locaux devra être réservée à une action conforme à la vocation de la CCCT et de l'immeuble et ne devra porter d'aucune manière atteinte à l'ordre public. Les manifestations de nature politique, culturelle ou commerciale sont interdites ;
- lors de ces occupations, toutes les mesures de sécurité devront être prises, comme par exemple la fermeture des locaux à la fin de la manifestation. Les sous-locations sont interdites.

Article 7

La CCCT s'engage à informer la collectivité de tous les problèmes pouvant survenir dans l'exercice de la présente convention, ainsi que d'autoriser le contrôle de ses actions par les services de la commune, notamment par l'accès aux locaux.

Article 8

La collectivité s'engage à réaliser les travaux qui sont à la charge du propriétaire. La CCCT informera la collectivité des travaux qu'elle estime nécessaires à la sécurité, à la bonne utilisation ou à la conformité des locaux.

Article 9

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la réception d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Article 10

En cas d'atteinte à l'ordre public ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, la collectivité se réserve le droit de procéder à la fermeture des locaux sans préavis, sur arrêté pris par son exécutif.

Article 11

Tous les changements qui pourraient intervenir dans le fonctionnement ou dans les statuts de la CCCT devront être signalés à la collectivité dans les 30 jours de leur intervention et pourront donner lieu à une révision de la présente convention, par voie d'avenant, ou à sa résiliation dans les conditions prévues à l'article 9 ci-avant.

Article 12

La présente convention est établie pour une durée de trois ans. Elle prend effet au 1^{er} janvier 2024 et ne peut être reconduite que de façon expresse. Au moins trois mois avant le terme de la convention, si elle le souhaite, la CCCT sollicitera son renouvellement. Lors de la prise d'effets de la présente convention, comme à son expiration, il sera procédé à un état des lieux contradictoire.

Article 13

La CCCT s'engage à rendre les locaux et les équipements en parfait état, dans la limite de leur usure normale. La collectivité se réserve le droit de demander à la CCCT la prise en charge des frais de remise en état qui résulteraient d'une mauvaise gestion, d'une insuffisance ou d'une affectation non conforme au présent contrat.

Article 14

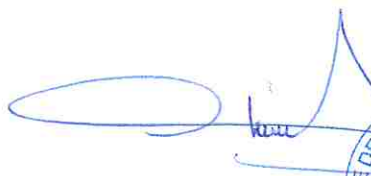
Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Grand-Aigueblanche, le 2 septembre 2024

Le Président de la Communauté
de Communes Cœur de Tarentaise,

Fabrice PANNEKOUCKE

Le Maire de Grand-Aigueblanche,


André POINTET

